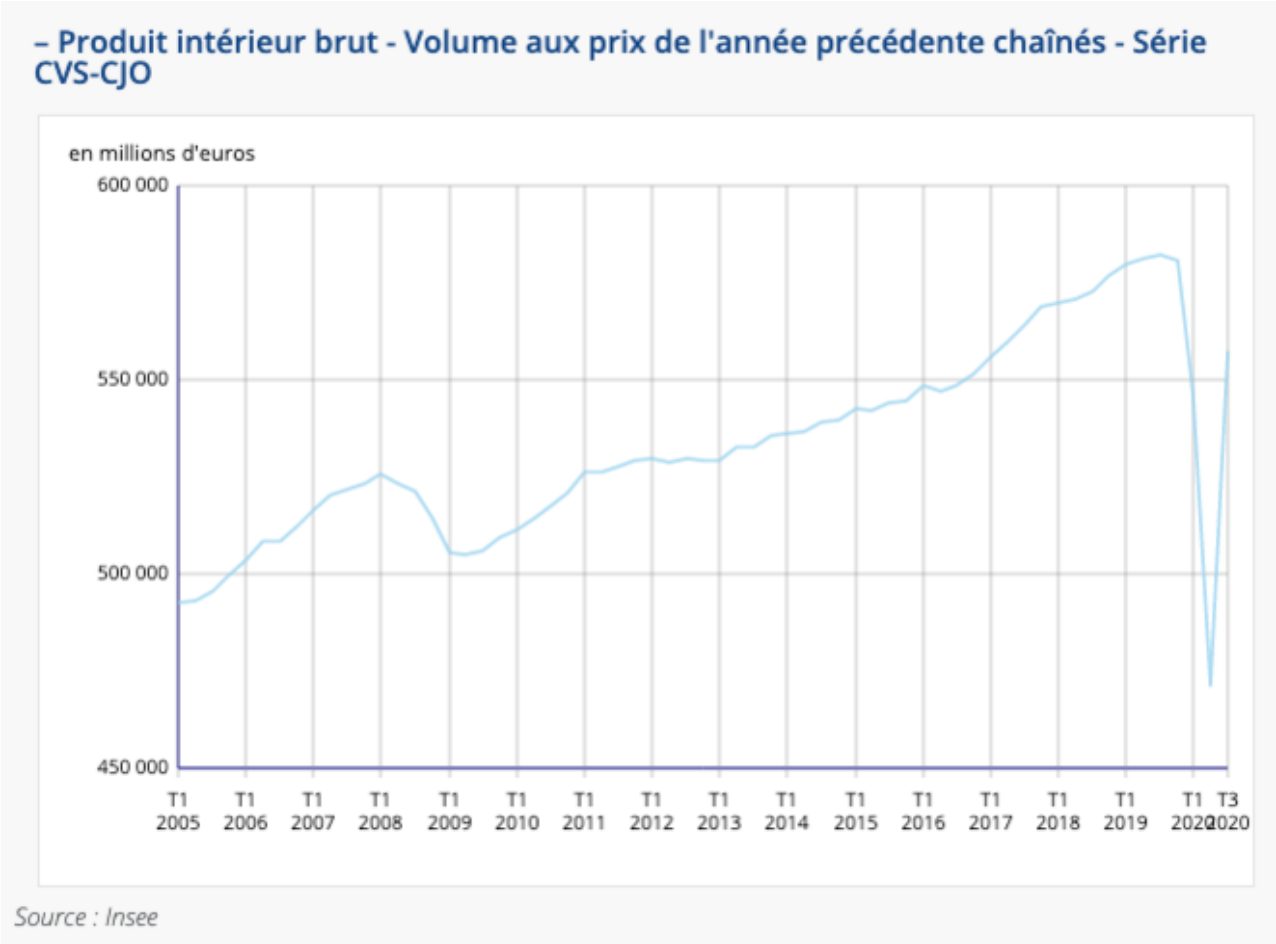
Avec la deuxième vague, l'économie française est au bord du gouffre

mediapart.fr/journal/france/301020/avec-la-deuxieme-vague-l-economie-francaise-est-au-bord-du-gouffre

Romaric Godin, *Mediapart*, 30 octobre 2020

Les hasards du calendrier sont parfois cruels. Ce vendredi 30 octobre, alors que la France plonge dans un deuxième confinement, l'Insee publiait les chiffres du PIB du troisième trimestre avec une croissance record. Entre juin et septembre, cet indicateur a bondi de 18,2 %, la plus forte croissance de l'histoire statistique connue. Techniquement, cela met fin à une contraction de trois trimestres consécutifs et à la « récession », qui est entendue par les conjoncturistes comme deux trimestres consécutifs de baisse du PIB. Il n'y a pourtant pas de quoi pavoiser, bien au contraire.



PIB français jusqu'au troisième trimestre 2020. © Insee

D'abord parce que, derrière ce chiffre spectaculaire, il n'y a qu'une forme de rebond mécanique lié à l'effet de comparaison avec un deuxième trimestre qui avait vu un effondrement de 13,7 % du PIB. Les magasins ont rouvert, les déplacements ont à nouveau été autorisés, le PIB a immédiatement rebondi.

Mais l'essentiel est ailleurs : ce rebond n'est pas une « reprise » et encore moins une « récupération ». Sur un an, et donc en comparaison avec le troisième trimestre 2019, le recul demeure notable : – 4,3 %. Cela signifie que, malgré la réouverture de l'économie,

l'activité est restée très faible. Car 4,3 %, ce n'est pas rien en termes de PIB réel. Pour comparaison, il aura fallu trois ans au PIB français entre 2016 et 2019 pour progresser d'autant.

Cela confirme donc que la reprise est lente. La consommation a certes connu une embellie en juin avec la réouverture des magasins, mais ce rebond a fait long feu. L'Insee a annoncé ce 30 octobre également que la consommation de biens avait reculé en septembre de 5,1 %, retrouvant un niveau inférieur à celui de l'avant-confinement. Les enquêtes auprès des ménages l'avaient prévu : les Français jugent que l'heure est à l'épargne de précaution et la vague de licenciements engagés à l'été a confirmé qu'ils n'avaient pas tort. Cela signifie que les entreprises n'ont pas pu reconstituer leurs chiffres d'affaires et leurs marges lors du rebond. Il n'y a pas eu de reprise en « V » au sens où le confinement aurait pu être effacé en quelques mois et que l'on aurait retrouvé une forme de « normalité ». La crise sanitaire s'est donc muée en crise économique durable. Avant de rentrer dans une nouvelle phase ce vendredi…

Certes, ce nouveau confinement qui débute se veut moins « contraignant » en termes économiques. Très clairement, il se fait dans un cadre où l'on veut maintenir au maximum l'activité. Les services publics et les écoles seront ouverts, permettant ainsi aux salariés ayant des enfants de travailler à distance ou de se rendre sur leur lieu de travail. Les chantiers, les usines, enfin toutes les activités ne recevant pas de public, restent ouverts. À ce compte, Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, a estimé que l'impact sur le PIB mensuel du deuxième confinement ne serait « que » de 15 %, contre 30 % pour le premier. Ce qui permet au patron de Bercy d'anticiper un impact réduit sur ses prévisions de croissance en 2020, qui passeraient de – 11 % à – 10 %.

Peut-être.

Mais ce scénario est, comme toujours, très optimiste. Il repose sur un maintien d'un certain niveau de consommation et, surtout, sur le fait que ce confinement « nouvelle version » sera d'un seul mois. Mais ce mois est un minimum. Emmanuel Macron a fait savoir qu'il ne déconfinerait pas avant que le niveau quotidien des nouveaux cas n'atteigne 5 000, soit près de huit fois moins qu'aujourd'hui. Or, pour que ce niveau soit atteint début décembre, il faudrait que le taux de reproduction baisse brutalement très vite, ce qui suppose une absence de contacts qui est en contradiction avec la version « légère » du confinement. Si on se base sur un recul de ce taux proche de celui du premier confinement, on ne peut espérer atteindre cet objectif avant une cinquantaine de jours.

Des boutiques parisiennes, à l'heure du reconfinement. © Jacopo Landi / Hans Lucas

Or, comme les contacts seront plus nombreux qu'au printemps, le rythme risque d'être plus long. Déjà certaines « fuites » préparent les esprits à un confinement de deux ou trois mois… Ce serait logique et même optimiste : si, comme l'a dit Emmanuel Macron, la deuxième vague est *« pire »* que la première, moins confiner que pendant la première vague rendra nécessairement la deuxième plus longue. Autrement dit, ce que l'on gagne en maintenant certaines activités ouvertes, on le perdrait sur la durée. Si, plutôt que deux mois à – 30 %, on a quatre mois à – 15 %, le résultat final ne sera pas différent.

Cela confirme qu'une action rapide et forte aurait été, même si cela est contre-intuitif, moins dommageable pour le tissu économique dans la mesure où elle aurait réduit notablement et durablement le risque épidémique. En des termes plus clairs : il serait moins dommageable de suspendre l'activité un mois radicalement pour la reprendre ensuite que de la réduire à bas bruit pendant plusieurs mois. Ce choix n'a pas été fait par le gouvernement, et l'épidémie va donc peser sur l'économie pendant longtemps.

Au reste, il ne faut pas négliger le fait que l'épidémie a, même sans confinement, un effet négatif notable sur l'activité économique : le chiffre déjà cité de la consommation de biens en septembre le prouve, ainsi que les évolutions négatives du climat des affaires en octobre. Sur le mois d'octobre, où il n'y a pas eu de confinement à deux jours près, le PIB devrait ainsi reculer de 5 %. « Sauver l'économie » en réduisant la lutte contre l'épidémie n'a donc pas de sens ; ce qu'il faut, c'est combattre avec décision l'épidémie pour sauver l'économie. Sinon, on fait juste le choix, comme c'est le cas actuellement, d'une récession plus longue.

Et cela nous conduit à la troisième raison du pessimisme : le moyen terme. Les effets du deuxième confinement ne peuvent être « copiés » sur ceux du premier. La situation des entreprises en mars était loin d'être brillante, mais elle était nettement plus solide qu'aujourd'hui. Depuis, les trésoreries ont été mobilisées pour faire face aux effets de la crise, de nouvelles dettes ont été contractées pour compenser les pertes. Certes, l'activité partielle et le report des paiements de cotisations ont pu aider, mais les pertes de revenus ont été telles que le tissu économique s'est évidemment affaibli. Ce nouveau confinement, aussi aménagé soit-il et surtout s'il dure longtemps, va encore peser sur ce corps économique affaibli. Il faut donc s'attendre à une accélération des faillites.

Changer de paradigme ou s'enfoncer dans le désastre

Et cela d'autant plus que la vraie question de l'après-deuxième confinement sera celle de la confiance. L'incapacité du gouvernement de gérer sérieusement et autrement que par le « stop-and-go » l'épidémie va désormais être une donnée retenue par les agents économiques. Tant que le Covid-19 restera dans l'air, il ne saurait donc être question de consommer frénétiquement ni d'investir, même une fois le confinement levé. L'échec de la politique sanitaire confirme en réalité que, en quelques jours, les activités peuvent brusquement être stoppées. Comment désormais faire confiance à un gouvernement qui, voilà deux semaines, alors que les chiffres étaient déjà alarmants, préférait regarder ailleurs et inviter avec emphase, par la bouche du ministre des finances, les entrepreneurs à *« être libres d'investir »* parce que le *« virus, il passera »*.

Logiquement, cela devrait conduire les entreprises à réduire au maximum les dépenses, notamment d'investissement, et la base de coût, donc la masse salariale. D'autant plus que les entreprises touchées ont contracté au printemps des prêts pour compenser les pertes d'activité et qu'il faudra les rembourser avec une activité incertaine et réduite. Du côté des consommateurs, la prudence sera également de mise, précisément parce que chacun a vu les effets du premier confinement sur l'emploi et que la menace sera permanente. Il sera donc urgent de ne pas réduire son épargne. La fameuse épargne accumulée pendant le confinement de 85 milliards d'euros pourrait ainsi non seulement rester dans les bas de laine des Français, mais même gonfler. Or, en gonflant, puisque le secteur privé ne veut pas investir, elle réduira d'autant la demande agrégée. Autrement dit : l'incertitude radicale causée par le deuxième confinement aura des effets durables.

Avec ce second confinement et, surtout, avec la deuxième vague épidémique, se

confirme le fait que la crise économique sera violente, durable et structurelle. Le tissu économique va souffrir pendant longtemps. Même une fois la crise sanitaire passée, la crise économique aura sa propre logique. Et plus la crise sanitaire durera, plus cette logique sera négative parce que les effets de la crise sanitaire seront difficiles à réparer.

Dès lors, il faut nécessairement que les politiques publiques changent de braquet et de nature. Le choix défensif de politiques visant à contenir les effets d'une crise rapide qui avait été mis en œuvre au cours de la première vague n'est plus de mise. Les prêts garantis par l'État, par exemple, n'ont plus de sens. Comment une entreprise pourrait-elle espérer rembourser deux prêts à l'avenir, alors que les perspectives vont être durablement dégradées, que les trésoreries sont éprouvées et que le niveau de dettes était déjà élevé ? La seule réponse est soit la fermeture, soit des licenciements massifs. Parfois les deux.

Lire aussi

- Entre une économie déjà malade et l'urgence sanitaire, il n'y a pas à choisir Par Romaric Godin
- Face à la crise sanitaire, l'activité partielle n'est pas la seule solution Par Romaric Godin
- Avec le couvre-feu, l'ordre marchand redevient la priorité Par Romaric Godin
- Face à une crise économique majeure, le gouvernement sans solutions Par Romaric Godin

C'est bien pour cette raison que l'économiste Olivier Blanchard a indiqué jeudi 29 octobre qu'il fallait désormais passer des prêts aux dons dans la gestion de la crise. Si le but est de sauvegarder le tissu économique, il faut que l'argent public vienne se substituer directement sous forme de capital aux entreprises. Mais alors, il faut bien évidemment que cette injection ne soit pas « gratuite » en termes de conditions : maintien de l'emploi, respect de l'environnement, niveau d'investissement, écarts de salaires entre dirigeants et salariés. À n'en pas douter, beaucoup d'entreprises seraient prêtes, pour survivre, à accepter ce niveau d'administration de l'économie qui est la conséquence logique de l'épidémie.
Le gouvernement a fait un pas timide dans la direction d'une aide directe. Le « fonds de solidarité » prévoit désormais de verser 10 000 euros mensuels aux entreprises de moins de 50 salariés fermées administrativement ou ayant perdu 50 % de chiffre d'affaires. C'est évidemment largement insuffisant pour assurer leur survie. Et cela ne laisse aux autres que le choix des prêts garantis (avec cette fois la possibilité d'un prêt direct de l'État, mais qui reste un prêt). Très clairement, l'exécutif n'a pas pris la mesure de la spécificité de la situation induite par le deuxième confinement. Il se contente de jouer la même partition. Et risque donc, en sortie de confinement, d'aggraver la crise.

C'est d'autant plus vrai que le gouvernement n'a rien annoncé concernant les plus précaires et les plus pauvres. Or cette crise les touche directement et le confinement les met encore plus à l'épreuve, puisque leurs conditions de travail et de vie sont déjà

dégradées. Les soutenir serait soutenir directement l'activité pendant le confinement et à sa sortie, car les plus modestes consomment plus de produits « essentiels » et épargnent moins que les autres. Mais le gouvernement reste aveugle à cette question. Pour lui, la priorité, c'est d'aider des entreprises qui créeront des emplois. C'est la politique de l'offre.

On se dirige donc à grands pas vers le désastre économique pour les prochaines années. Rappelons-le : ce désastre est le fruit moins du confinement lui-même que de l'épidémie et de sa gestion politique. La seule façon de l'éviter est d'en passer par une action énergique de l'État sur trois tableaux.

Le premier est d'assurer une politique sanitaire cohérente, relativement prévisible et fondée sur une surcapacité permanente des hôpitaux. C'est le prix à payer pour éviter la politique désastreuse de « stop-and-go » actuel et des reconfinements successifs qui n'en finissent pas.

Le deuxième est, pendant le deuxième déconfinement, de renforcer le filet de sécurité sociale pour éviter que l'effondrement de l'activité ne se transforme en désastre social et ne pèse encore davantage sur l'économie. Ce filet de sécurité pourra aussi remplacer dans la durée le coûteux et peu efficace chômage partiel par une garantie publique de l'emploi qui permettrait d'assurer aux ménages un niveau minimum de revenu, quoi qu'il arrive.

Le troisième est de jeter aux orties le *« plan de relance »* fondé sur la politique de l'offre, et de le remplacer par un plan massif d'investissements publics. Ce plan pourra passer par des nationalisations d'entreprises stratégiques menacées de faillite ou par la mise sous tutelle d'autres entreprises. Mais il convient désormais que la puissance publique reprenne la main et assume de la reprendre, ce qui suppose aussi un basculement du pouvoir économique des entreprises vers les citoyens et les travailleurs, et une autre organisation sociale de la production.

En réalité, il n'y a pas de mystère : l'ampleur de la crise présente et de celle à venir ne permettra pas de faire l'économie d'une administration croissante de la production. C'est une constante des crises structurelles du capitalisme. Refuser de voir ce fait comme c'est le cas du gouvernement n'aura qu'un impact : aggraver la crise. La seule vraie question est désormais de savoir quelle forme et quels buts se donnera cette administration croissante. C'est ici que le débat doit porter, désormais.